

Ug

D E C I S I O N N° 963/63/1/1.

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo;

Vu la loi du 10 mai 1957 sur l'organisation des circonscriptions indigènes spécialement à ses articles 24 et 25;

Considérant l'investiture illégale par les armes, de MIKOMBE Charles, effectuée par le Commissaire de District MIKOMBE SEYA au détriment de la coutume en vigueur de la chefferie MUTOMBO-MUKULU;

Vu que la période de règne revenait de droit au clan de Bena-Ngandu n'a pas été respecté, l'arrivée de MIKOMBE Charles au pouvoir étant une simple usurpation;

Tenant compte des vœux de Bena-Ngandu réclamant à tout prix le retour à la légalité et demandant avec insistance leur droit à la succession;

Entendu qu'en notre présence dans le chef-lieu de la chefferie tous les trois clans régnant ont été entendus, et tous y compris les Basonge dont MIKOMBE est originaire, ont reconnu le droit à Bena-Ngandu à la succession au trône et ont exprimé publiquement, le désir ardent de voir MIKOMBE destitué et remplacé par l'un du clan de Bena Ngandu le P.V. établi et signé par les notables;

Vu que Mikombe Charles lors de son règne il s'est rendu coupable des négligences graves et répétées dans l'exercice de ses fonctions et a porté atteinte à la dignité de celle-ci en causant des meurtres et en opérant des arrestations arbitraires, la population ayant complètement retiré leur confiance en lui;

? Art. 1.- MIKOMBE est Décidé, d'office de ses fonctions de Chef MUTOMBO-MUKULU et cela à partir du jeudi 5 septembre 1963.-

Art. 2.- La chefferie de MUTOMBO-MUKULU est à partir de la date susdite mise à la disposition et à la surveillance exclusive de Monsieur l'Administrateur de Territoire Kaniama secondé par son Chef de Poste installé à Kalundwe jusqu'à l'investiture officielle du candidat présenté par le clan de Bena-Ngandu selon les règles coutumières en vigueur dans cette chefferie.-

Art. 3.- L'entrée de MIKOMBE dans le Chef-Lieu de la chefferie ne doit être permis que s'il possède un laissez-passer signé par l'A.T. chef de Territoire de Kaniama qui le surveillera pendant tout son séjour et en fixerait le délais.-

Art. 4.- Monsieur l'A.T. de Kaniama, Monsieur l'Adjudant Commandant de la garnison à Kaniama, Complice Chef de détachement à Kaniama, sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sort ses effets immédiatement.-

Fait à Kaniama, le 5 septembre 1963
LE COMMISSAIRE DE DISTRICT DU HAUT LOMAMI,
ILUNGA KABUNGWE ANATOLE.-

C/POL 113(7)

GGW/jmg

cc: Mr. Dorsinville ✓

Force Commander

Chief Admin Off

Chief of Staff

S. A. S. O.

Chief of Pur & Sup

Air Base Cmdr, Kamina

Léopoldville, le 9 septembre 1963

Objet: Utilisation de la base aérienne de Kamina par Air Congo

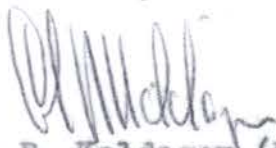
Monsieur le Directeur,

Me référant à votre lettre du 31 août et à notre réponse provisoire du 3 septembre, j'ai le plaisir de vous faire savoir que le siège des Nations Unies à New York a approuvé votre demande visant à utiliser la base de Kamina pour trois vols par semaine.

Nous avons donné des instructions au commandant de la base pour qu'il fournisse un espace de stationnement pour vos avions, un local pour vos bureaux, des dépôts pour votre fret et votre carburant et des laissez-passer pour les chauffeurs de vos autobus. Il fixera ces détails en coopération avec votre représentant à Kamina.

La demande, formulée dans votre lettre, d'utilisation ou d'achat de certaines pièces d'équipement mobile et de manutention au sol est à l'étude, mais une décision n'a pas encore été prise à ce sujet. Vous en serez avisé dès que possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée.


Chr. R. Kaldager (Maj Gen)
Commandant de la Force
des Nations Unies au Congo

Monsieur A. Gillis
Directeur général adjoint
Air Congo
B. P. 8552
Léopoldville

C/POL 113 (F)

SEP 4 1963

GGW/jmg

cc: Mr. Dorsinville
Force Commander
Chief of Staff
S.A.S.O. (2)
Chief Air Tpt Ops Off
Chief Proc Off

Léopoldville, le 3 septembre 1963

[Handwritten signature in blue and red ink]

Objet: Atterrissage des appareils Air Congo à la base de Kamina

Monsieur le Directeur,

Votre demande du 31 août concernant les opérations d'Air Congo à la base aérienne de Kamina a été transmise au Siège des Nations Unies à New York pour qu'elle soit étudiée et qu'une décision soit prise à son sujet.

Dès que nous recevrons des instructions du Siège quant à la possibilité, pour Air Congo, d'utiliser nos installations à Kamina et d'acheter notre matériel, nous vous récrirons.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée.

[Handwritten signature in blue ink]

Chr. R. Kaldager (Maj Gen)
Commandant de la Force
des Nations Unies au Congo

Monsieur A. Gillis
Directeur général adjoint
Air Congo
B. P. 8552
Léopoldville

AIR CONGO



Siège Social: Avenue du Port - Léopoldville - R. C. 24023

Aéroport - tél.: 6031-6131-B.P. 10120 - télégr.: AIRCONGO-AIRTERMINUS - tél.: 4985 - B.P. 8552 - télégr.: AIRCONGORES

C / POL 113 (7)
Léopoldville, le 31 août 1963

notre réf.: AF/DV/961.031
votre réf.:

annexe:

Au Général KALDAGER ✓

Commandant en Chef des Forces des
Nation-Unies

LEOPOLDVILLE

Mon Général,

Re : Atterrissage des appareils Air Congo à la Base de Kamina

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-dessous
la liste des moyens et des possibilités que nous souhaiterions obtenir en vue
de la réouverture des liaisons régulières via Kamina Base.

LOCAUX : - un local spacieux, situé face au tarmac pour l'enregistrement des
passagers et le transit.

- un local situé face au tarmac et destiné à l'entreposage du fret.

MATERIEL PISTE : - 1 élévateur

- 1 tracteur ou jeep

- 1 low boy

- 1 groupe de démanège

.../...

AIR CONGO



Siège Social: Avenue du Port - Léopoldville - R. C. 24023

Aéroport - tél.: 6031-6131-B.P. 10120 - télégr.: AIRCONGO-AIRTERMINUS - tél.: 4985 - B.P. 8552-télégr.: AIRCONGOES

notre réf.:

votre réf.:

annexe:

VEHICULES : - 1 camion 2/4 T.

- 1 bus 15/20 places

- 1 bus 30/40 places

PARKING AVIONS : - une aire de stationnement devra être réservée aux avions Air Congo sur le tarmac faisant face aux installations.

CIRCULATION : -les chauffeurs Air Congo circulant sur le territoire de la Base devront être munis d'un laissez-passer.

PARC ESSENCE : Air Congo, assurant son propre ravitaillement en essence, un emplacement pour entreposer les fûts d'essence devra lui être désigné.

Nous vous prions d'agréer, Mon Général, l'assurance de notre haute considération.

G. YERNA

Chef de la Division des Opérations

A. GILLIS

Directeur Général
Adjoint

8 August 1963

To: Mr. J. Postma, Base Administrator, Kamina
From: Rémy Gorgé, Principal Legal Adviser, ONUC,
Léopoldville
Subject: Complaint by Mr. SELEMANI, Jean

... For your information, I attach a copy of a letter No. CAB/221.00/838/U.N. dated 30 July, addressed to the Officer-in-Charge by Mr. Celestin P. LUNYASHI, Secretary of State in the Ministry of the Interior, concerning Mr. SELEMANI, Jean, presumably a local employee at Kamina Base. We believe that the information copy of Mr. Selemeni's letter addressed to Mr. Gardiner on 4 March has already been transmitted to you.

I would be grateful if you could transmit to me any information you have on this subject, including copies of relevant correspondence.

LES CHEFS DE GROUPES
TERRITOIRE DE
KAMINA.-

C / POL 113 (Z)

Kamina, le 1 Août 1963.-

A Son Excellence Monsieur le Premier
Ministre du Gouvernement Central

à
Léopoldville.-

Transmis copie pour information à Messieurs:

- Le Ministre d'Etat Iléo à
Elisabethville.
- Le Représentant de l'ONU à
Léopoldville.-
- Le Représentant de l'ONU à
KAMINA - B.A.S.E.
- Le Ministre Adjoint des Affaires Etrangères
Mwamba Bertin à Léopoldville.-

Excellence,

Nous Chefs de Groupes du Territoire de Kamina
avons l'honneur de soumettre à votre bonne sérieuse attention ce qui
suit:

Nous opposons un démenti catégorique contre la
lettre sans numéro du 13 Juin 1963 adressée par le Chef Kasongo-Niembo,
accusant son Excellence Bertin Mwamba d'être propagandiste tribal,
excitateur tribalisme, provocateur de la population de se battre entre
elle, créateur de sa province en vue de démettre le Kasongo-Niembo de
son trône et pour le faire tuer

Nous vous disons avec sincérité que cette lettre
a été rédigée par ses conseillers belges et le Commissaire de District
Monsieur Kapotwe, tous défavorables et sécessionnistes contre l'autorité
du pouvoir Central.-

.../...

De cela, profitant de notre ignorance, le Chef Kasongo-Niembo nous convoquant pour signer aveuglement la lettre et y mettre nos pouces sous menaces de policiers armés, il détrôna les 10 Chefs de Groupes.-

Ce n'est-qu'après les empreintes de pouces, que nous venons d'apprendre que la dite lettre était rédigée en vue de marcher contre la personnalité de Son Excellence Monsieur le Ministre Mwamba Bertin.-

Par conséquent nous vous disons avec insistance et fermeté que malgré la mauvaise foi et méchanceté du fameux Chef Kasongo-Niembo nous étions, nous sommes, nous serons toujours favorables dans n'importe quels circonstances à Son Excellence Bertin Mwamba Bertin, parce que c'est nous qui lui avons élu, mais pas le Chef Kasongo-Niembo.-

Excellence, n'êtes-vous par sûr de la situation Kasongo-niembo durant toute la cession Katangaise ?? N'est-ce pas lui le numéro de la cession ?? N'est-ce pas lui le premier fameux de Tshombé ?? N'est-ce pas lui saboteur de l'unité congolaise ?? Oubliez-vous qu'il était et qu'il est le premier tueur armé contre le Gouvernement Central et contre les tribus même qui voulaient reconnaître le Gouvernement Central et l'unité congolaise ?? N'est-ce pas lui dictateur absolu méconnaissant jusqu'aujourd'hui l'autorité Centrale ? N'est-ce pas lui qui espère et ranime le Gouvernement Tshombé ? Etes-vous certain que ce fameux reconnaît l'autorité du Pouvoir Central.-

En effet et en tenant compte de votre bonne compréhension nous vous demandons avec insistance de lui poursuivre de tout près, enfin qu'il ne puisse continuer avec ses ambitions et illégalités en tenant toujours compte de son collaborateur Tshombé.-

Nous vous prions de croire, Son Excellence le Premier Ministre, à notre haute considération.-

Les 20 Chefs de Groupes de Territoires de Kamina.-

- | | | |
|-------------------------|------------------|-----------------------|
| 1. Ilunga Kashiwa | 7. Mulengi Ndala | 13. Kasongo Wakilonda |
| 2. Mpyo Bwana-Ipunga | 8. Maloba Metro | 14. Kazadi Kiamyeye |
| 3. Kabulo Thomas | 9. Bongo Kyula | 15. Ngoie Wakadilo |
| 4. Lenge Txxxxx Manasse | 10. Kingo Monga | 16. Nyindo Kipanga |
| 5. Ilunga Kafungo | 11. Sungu Panza | 17. Kambo Kitwa |
| 6. Lungu Bulanda | 12. Kaluanzo | 18. " Ilunga |
| | | 19. Kaluyi Debuloko |
| | | 20. Lukanyee Ngoie.- |

N/Ref: SVT/418/63

Léopoldville, le 26 juillet 1963.

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo et a l'honneur de porter à sa connaissance qu'il a été chargé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lui faire part de ce qui suit, concernant les Bases de Kitona et Kemina, occupées actuellement par les forces de l'ONUC.

Il convient de noter que la prise en charge des Bases en question par l'Organisation des Nations Unies constituait une mesure provisoire, nécessaire à l'accomplissement de la mission d'assistance au Congo, découlant du mandat reçu par le Secrétaire général du Conseil de Sécurité par sa résolution du 14 juillet 1960.

D'autre part, le Secrétaire général a, dans sa déclaration au Conseil de Sécurité du 21 août 1960 et dans ses communications officielles aux gouvernements de la République du Congo et du Royaume de Belgique, nettement défini sa position concernant l'administration temporaire des Bases par l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice des droits, intérêts et prétentions des parties intéressées.

Par ailleurs, ce caractère de la prise en charge temporaire des Bases par l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice des droits et intérêts des parties intéressées, a été expressément exposé et reconnu dans votre Note Verbale N° 12/7094/61 du 15 décembre 1961.

Ministère des Affaires étrangères
LEOPOLOVILLE

... / ...

Etant donné que dans l'état actuel du déroulement de la mission d'assistance de l'Organisation des Nations Unies au Congo, le maintien des Bases de Kitona et de Kamina a cessé de présenter un caractère de nécessité pour l'exécution de cette mission, que d'autre part, le Secrétaire général, en tant qu'administrateur provisoire des Bases en question, n'a pas qualité pour préjuger des droits et intérêts des gouvernements intéressés, qui doivent faire l'objet de négociations et d'un accord entre vos seuls gouvernements, le Secrétaire général m'a chargé de faire part à votre Gouvernement de sa déclaration qu'il serait prêt, à partir de ce moment, de se dessaisir des Bases, conformément aux clauses de l'accord qui sera conclu entre les gouvernements de la République du Congo et du Royaume de Belgique, dont il attendra la communication.

Il est bien entendu qu'un tel accord devrait être conclu dans le délai le plus bref possible, la prise en charge des Bases par l'Organisation des Nations Unies étant de caractère temporaire et conditionnée par la nécessité qu'elle présentait pour l'accomplissement du mandat d'assistance au Congo.

Il est également entendu qu'en cas où cet accord serait conclu avant le retrait complet des troupes de l'Organisation des Nations Unies du Congo un délai serait laissé au commandement de l'Organisation des Nations Unies au Congo pour retirer ses troupes de la Base de Kamina.

Si la conclusion d'un accord entre les deux gouvernements devait dépasser un délai limité par la conjoncture même qui détermine la détention des Bases par l'Organisation des Nations Unies, ci-dessus définie, le Secrétaire général serait disposé à négocier avec votre Gouvernement la remise des Bases à celui-ci, par la conclusion, toutefois d'un accord qui sauvegarderait les éventuels droits, prétentions et intérêts du Royaume de Belgique sur les Bases en question et dégagerait l'Organisation des Nations Unies de toute responsabilité à l'égard de ce dernier.

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

N/Naf: SVT/418/61

Leopoldville, le 26 juillet 1963.

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo et a l'honneur de porter à sa connaissance qu'il a été chargé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lui faire part de ce qui suit, concernant les Bases de Kitona et Kamina, occupées actuellement par les forces de l'ONK.

Il convient de noter que la prise en charge des Bases en question par l'Organisation des Nations Unies constituait une mesure provisoire, nécessaire à l'accomplissement de la mission d'assistance au Congo, découlant du mandat reçu par le Secrétaire général du Conseil de Sécurité par sa résolution du 14 juillet 1960.

D'autre part, le Secrétaire général a, dans sa déclaration au Conseil de Sécurité du 21 août 1960 et dans ses communications officielles aux gouvernements de la République du Congo et du Royaume de Belgique, nettement défini sa position concernant l'administration temporaire des Bases par l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice des droits, intérêts et prétentions des parties intéressées.

Par ailleurs, ce caractère de la prise en charge temporaire des Bases par l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice des droits et intérêts des parties intéressées, a été expressément exposé et reconnu dans votre Note Verbale N° 12/7094/61 du 15 décembre 1961.

... / ...

Ministère des Affaires étrangères
LEOPOLOVILLE

Etant donné que dans l'état actuel du déroulement de la mission d'assistance de l'Organisation des Nations Unies au Congo, le maintien des Bases de Kitona et de Kamina a cessé de présenter un caractère de nécessité pour l'exécution de cette mission, que d'autre part, le Secrétaire général, en tant qu'administrateur provisoire des Bases en question, n'a pas qualité pour préjuger des droits et intérêts des gouvernements intéressés, qui doivent faire l'objet de négociations et d'un accord entre ces seuls gouvernements, le Secrétaire général s'est chargé de faire part à votre Gouvernement de sa déclaration qu'il serait prêt, à partir de ce moment, de se désintéresser des Bases, conformément aux clauses de l'accord qui sera conclu entre les gouvernements de la République du Congo et du Royaume de Belgique, dont il attendra la communication.

Il est bien entendu qu'un tel accord devrait être conclu dans le délai le plus bref possible, la prise en charge des Bases par l'Organisation des Nations Unies étant de caractère temporaire et conditionnée par la nécessité qu'elle présentait pour l'accomplissement du mandat d'assistance au Congo.

Il est également entendu qu'en cas où cet accord serait conclu avant le retrait complet des troupes de l'Organisation des Nations Unies du Congo un délai serait laissé au commandement de l'Organisation des Nations Unies au Congo pour retirer ses troupes de la Base de Kamina.

Si la conclusion d'un accord entre les deux gouvernements devait dépasser un délai limité par la conjoncture même qui détermine la cession des Bases par l'Organisation des Nations Unies, ci-dessus définie, le Secrétaire général serait disposé à négocier avec votre Gouvernement la remise des Bases à celui-ci, par la conclusion toutefois d'un accord qui sauvegarderait les éventuels droits, prétentions et intérêts du Royaume de Belgique sur les Bases en question et dégagerait l'Organisation des Nations Unies de toute responsabilité à l'égard de ce dernier.

Le Chef de la Mission des Nations Unies au Congo a, à cette occasion, pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

N/Réf: SVT/438/63

Léopoldville, le 26 juillet 1963.

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo et a l'honneur de porter à sa connaissance qu'il a été chargé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lui faire part de ce qui suit, concernant les Bases de Kitona et Kamina, occupées actuellement par les forces de l'ONUC.

Il convient de noter que la prise en charge des Bases en question par l'Organisation des Nations Unies constitue une mesure provisoire, nécessaire à l'accomplissement de la mission d'assistance au Congo, découlant du mandat reçu par le Secrétaire général du Conseil de Sécurité par sa résolution du 14 juillet 1960.

D'autre part, le Secrétaire général a, dans sa déclaration au Conseil de Sécurité du 21 août 1960 et dans ses communications officielles aux gouvernements de la République du Congo et du Royaume de Belgique, nettement défini sa position concernant l'administration temporaire des Bases par l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice des droits, intérêts et prétentions des parties intéressées.

Par ailleurs, ce caractère de la prise en charge temporaire des Bases par l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice des droits et intérêts des parties intéressées, a été expressément exposé et reconnu dans votre Note Verbale N° 12/7094/61 du 13 décembre 1961.

Ministère des Affaires étrangères
LEOPOLOVILLE

... / ...

Etant donné que dans l'état actuel du déroulement de la mission d'assistance de l'Organisation des Nations Unies au Congo, la relation des Bases de Kitona et de Kamina a cessé de présenter un caractère de nécessité pour l'exécution de cette mission, que d'autre part, le Secrétaire général, en tant qu'administrateur provisoire des Bases en question, n'a pas qualité pour préjuger des droits et intérêts des gouvernements intéressés, qui doivent faire l'objet de négociations et d'un accord entre vos seuls gouvernements, le Secrétaire général s'est chargé de faire part à votre Gouvernement de sa déclaration qu'il serait prêt, à partir de ce moment, de se dessaisir des Bases, conformément aux clauses de l'accord qui sera conclu entre les gouvernements de la République du Congo et du Royaume de Belgique, dont il attendra la communication.

Il est bien entendu qu'un tel accord devrait être conclu dans le délai le plus bref possible, la prise en charge des Bases par l'Organisation des Nations Unies étant de caractère temporaire et conditionnée par la nécessité qu'elle présentait pour l'accomplissement du mandat d'assistance au Congo.

Il est également entendu qu'en cas où cet accord serait conclu avant le retrait complet des troupes de l'Organisation des Nations Unies du Congo un délai serait laissé au commandement de l'Organisation des Nations Unies au Congo pour retirer ses troupes de la Base de Kamina.

Si la conclusion d'un accord entre les deux gouvernements devait dépasser un délai limité par la conjoncture même qui détermine la détention des Bases par l'Organisation des Nations Unies, ci-dessus définie, le Secrétaire général serait disposé à négocier avec votre Gouvernement la remise des Bases à celui-ci, par la conclusion toutefois d'un accord qui sauvegarderait les éventuels droits, prétentions et intérêts du Royaume de Belgique sur les Bases en question et dégagerait l'Organisation des Nations Unies de toute responsabilité à l'égard de ce dernier.

Le Chef de la Mission des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

1200
Le 25 juillet 1963

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à la correspondance échangée entre le Secrétaire général des Nations Unies et le Représentant permanent de la Belgique auprès des Nations Unies, en août-septembre 1960, concernant les bases de Kitona et de Kamina au Congo, et notamment à la lettre du Secrétaire général du 28 août 1960 et à la réponse du Représentant permanent du 2 septembre 1960, j'ai l'honneur de vous faire part de ce qui suit:

La lettre du Secrétaire général du 28 août 1960 traitait de la prise en charge des bases en question par l'ONU, en précisant qu'il s'agissait d'une mesure provisoire, découlant du mandat reçu du Conseil de Sécurité par sa résolution du 14 juillet 1960, et nécessaire à l'accomplissement de l'opération d'assistance de l'ONU au Congo.

D'autre part, dans cette même lettre, le Secrétaire général exposait sa position concernant l'administration temporaire des bases, sans préjudice des droits ou des prétentions des parties intéressées.

Etant donné, qu'en l'état actuel du déroulement de l'opération d'assistance de l'ONU au Congo, le maintien des bases de Kitona et de Kamina a cessé de présenter une nécessité à l'exécution de cette opération;

Que d'autre part, il s'agit de propriétés immobilières destinées au service public, sises dans le territoire de la République du Congo, dont l'ONU assume l'administration temporaire, sans préjuger des droits et intérêts des Gouvernements intéressés.

~~PORTHOUSE~~
S.E. M. André ~~Porthouse~~
Chargé d'affaires de la Mission permanente
de la Belgique auprès des Nations Unies
50 Rockefeller Plaza
New-York 20, N.Y.

Je vous prie de vouloir bien faire part à votre Gouvernement de ma déclaration que je suis prêt, à partir de ce moment, de remettre les bases en question à qui de droit, dès que je recevrai communication d'un accord à cet effet entre votre Gouvernement et le Gouvernement de la République du Congo. Il est entendu qu'au cas où cet accord serait conclu avant le retrait complet des troupes de l'ONU du Congo, un délai sera laissé au Commandement de l'ONUC pour retirer ses troupes de la base de Kamina.

Cependant, je saurais gré à votre Gouvernement d'entreprendre les pas nécessaires pour la conclusion de cet accord dans le délai le plus bref possible, car la prise en charge des bases par l'ONU étant conditionnée par la nécessité qu'elle présentait pour l'accomplissement du mandat d'assistance au Congo, reçu du Conseil de Sécurité, le maintien de celles-ci par l'ONU cesserait d'être justifié dans le cadre du mandat en question et aux termes des clauses de la Charte qui régissent cette mesure de caractère temporaire.

Dans ces conditions, dans le cas où un accord entre les deux Gouvernements, au sujet de leurs droits et intérêts respectifs sur les bases, ne pourrait pas intervenir dans un délai limité par la conjoncture même qui détermine la détention des bases par l'ONU, celle-ci se trouverait dans l'obligation de négocier avec le Gouvernement de la République du Congo la remise à celui-ci des bases, qui sont situées sur son territoire, sans préjudice toutefois des droits et intérêts dont votre Gouvernement se prévaudrait sur celles-ci.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

U Thant -
Secrétaire général

Le 25 juillet 1963

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à la correspondance échangée entre le Secrétaire général des Nations Unies et le Représentant permanent de la Belgique auprès des Nations Unies, en août-septembre 1960, concernant les bases de Kitona et de Kamina au Congo, et notamment à la lettre du Secrétaire général du 28 août 1960 et à la réponse du Représentant permanent du 2 septembre 1960, j'ai l'honneur de vous faire part de ce qui suit:

La lettre du Secrétaire général du 28 août 1960 traitait de la prise en charge des bases en question par l'ONU, en précisant qu'il s'agissait d'une mesure provisoire, découlant du mandat reçu du Conseil de Sécurité par sa résolution du 14 juillet 1960, et nécessaire à l'accomplissement de l'opération d'assistance de l'ONU au Congo.

D'autre part, dans cette même lettre, le Secrétaire général exposait sa position concernant l'administration temporaire des bases, sans préjudice des droits ou des prétentions des parties intéressées.

Etant donné, qu'en l'état actuel du déroulement de l'opération d'assistance de l'ONU au Congo, le maintien des bases de Kitona et de Kamina a cessé de présenter une nécessité à l'exécution de cette opération;

Que d'autre part, il s'agit de propriétés immobilières destinées au service public, sises dans le territoire de la République du Congo, dont l'ONU assume l'administration temporaire, sans préjuger des droits et intérêts des Gouvernements intéressés.

~~S.E. M. André Porthouse~~ FORTHOUDT E
Chargé d'affaires de la Mission permanente
de la Belgique auprès des Nations Unies
50 Rockefeller Plaza
New-York 20, N.Y.

Je vous prie de vouloir bien faire part à votre Gouvernement de ma déclaration que je suis prêt, à partir de ce moment, de remettre les bases en question à qui de droit, dès que je recevrai communication d'un accord à cet effet entre votre Gouvernement et le Gouvernement de la République du Congo. Il est entendu qu'au cas où cet accord serait conclu avant le retrait complet des troupes de l'ONU du Congo, un délai sera laissé au Commandement de l'ONUC pour retirer ses troupes de la base de Kamina.

Cependant, je saurais gré à votre Gouvernement d'entreprendre les pas nécessaires pour la conclusion de cet accord dans le délai le plus bref possible, car la prise en charge des bases par l'ONU étant conditionnée par la nécessité qu'elle présentait pour l'accomplissement du mandat d'assistance au Congo, reçu du Conseil de Sécurité, le maintien de celles-ci par l'ONU cesserait d'être justifié dans le cadre du mandat en question et aux termes des clauses de la Charte qui régissent cette mesure de caractère temporaire.

Dans ces conditions, dans le cas où un accord entre les deux Gouvernements, au sujet de leurs droits et intérêts respectifs sur les bases, ne pourrait pas intervenir dans un délai limité par la conjoncture même qui détermine la détention des bases par l'ONU, celle-ci se trouverait dans l'obligation de négocier avec le Gouvernement de la République du Congo la remise à celui-ci des bases, qui sont situées sur son territoire, sans préjudice toutefois des droits et intérêts dont votre Gouvernement se prévaudrait sur celles-ci.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

U Thant -
Secrétaire général

CR.13 (4-59)

ROUTING SLIP

Comments for the record should not be written on this slip. REFERRAL SHEET PT.108 should be used instead.

TO:

Mr. Dorsinville.

Corge

| | | | |
|---|-----------------|---|------------------------|
| | APPROVAL | | YOUR INFORMATION |
| | MAY WE CONFER? | X | AS REQUESTED |
| | YOUR SIGNATURE | | FOR ACTION |
| E | NOTE AND FILE | | REPLY FOR MY SIGNATURE |
| | NOTE AND RETURN | | PREPARE DRAFT |
| S | YOUR COMMENTS | | ATTACH RELATED PAPER |

Joindre au dossier
WJ

DATE:

5 Aug. 1963

FROM:

Brian E. Urquhart

le 25 juillet 1963

Monsieur l'Ambassadeur,

Je réfère à la correspondance échangée entre le Secrétaire général des Nations Unies et le Représentant permanent de la Belgique auprès des Nations Unies, en août-septembre 1960, concernant les bases de Kitcha et de Kamina au Congo, et notamment à la lettre du Secrétaire général du 28 août 1960 et à la réponse du Représentant permanent du 2 septembre 1960, j'ai l'honneur de vous faire part de ce qui suit:

La lettre du Secrétaire général du 28 août 1960 traitait de la prise en charge des bases en question par l'ONU, en précisant qu'il s'agissait d'une mesure provisoire, découlant du mandat reçu du Conseil de Sécurité par sa résolution du 14 juillet 1960, et nécessaire à l'accomplissement de l'opération d'assistance de l'ONU au Congo.

D'autre part, dans cette même lettre, le Secrétaire général exposait sa position concernant l'administration temporaire des bases, sans préjudice des droits ou des prétentions des parties intéressées.

Etant donné, qu'en l'état actuel du déroulement de l'opération d'assistance de l'ONU au Congo, le maintien des bases de Kitcha et de Kamina a cessé de présenter une nécessité à l'exécution de cette opération;

que d'autre part, il s'agit de propriétés immobilières destinées au service public, situées dans le territoire de la République du Congo, dont l'ONU assure l'administration temporaire, sans préjudice des droits et intérêts des Gouvernements intéressés.

S.L. N. André Portboune
Chargé d'affaires de la Mission permanente
de la Belgique auprès des Nations Unies
50 Rockefeller Plaza
New-York 20, N.Y.

Je vous prie de vouloir bien faire part à votre Gouvernement de ma déclaration que je suis prêt, à partir de ce moment, de remettre les bases en question à qui de droit, dès que je recevrai communication d'un accord à cet effet entre votre Gouvernement et le Gouvernement de la République du Congo. Il est entendu qu'en cas où cet accord serait conclu avant le retrait complet des troupes de l'ONU du Congo, un délai sera laissé au Gouvernement de l'ONU pour retirer ses troupes de la base de Kania.

Cependant, je saurais gré à votre Gouvernement d'entreprendre les pas nécessaires pour la conclusion de cet accord dans le délai le plus bref possible, car la prise en charge des bases par l'ONU étant conditionnée par la nécessité qu'elle présentait pour l'accomplissement du mandat d'assistance au Congo, reçu du Conseil de Sécurité, le maintien de celles-ci par l'ONU continuerait d'être justifié dans le cadre du mandat en question et aux termes des clauses de la Charte qui régissent cette œuvre de caractère temporaire.

Dans ces conditions, dans le cas où un accord entre les deux Gouvernements, au sujet de leurs droits et intérêts respectifs sur les bases, ne pourrait pas intervenir dans un délai limité par la conjoncture même qui détermine la détention des bases par l'ONU, celle-ci se trouverait dans l'obligation de négocier avec le Gouvernement de la République du Congo la remise à celui-ci des bases, qui sont situées sur son territoire, sans préjudice toutefois des droits et intérêts dont votre Gouvernement se préoccupe sur celles-ci.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

U Thant
Secrétaire général

C^{POL} 113 (7)

7/6 EC / POL 113 (8)

26 July 1963

To: Mr. C.V. Narasimhan, Under-Secretary for General Assembly
Affairs and Chef de Cabinet

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

Subject: Notes Verbales regarding Kamina and Kitona Bases

- ...
1. With reference to our exchange of cables (4926, 4998 and D-321) on the Kamina and Kitona bases, I enclose herewith copy of the Note Verbale which was addressed today to the Foreign Ministry.
 2. I should like to draw your attention to the sequence of the paragraphs on page 2 of the Note Verbale. The insert which I proposed and you accepted beginning with: "il est également entendu qu'au cas où...." follows the paragraph commencing with: "il est bien entendu qu'un tel accord". In our cable we had erroneously suggested that the insert be added after the paragraph ending: "dont il attendra la communication." I am confident that you will agree with me that the sequence as it now appears in the attached Note Verbale is preferable. As I see it, this change has no bearing on the Note Verbale the Secretary-General addressed to the Belgian Mission as the two Notes are not identical.

C / RoL 113(7)

RG/vmd

Léopoldville, le 25 juillet 1963

Monsieur le Directeur général adjoint,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 19 courant, par laquelle vous nous demandez l'autorisation de faire atterrir régulièrement à l'aéroport de la base de Kamina vos appareils Douglas DC-4 et DC-6, sur les liaisons Léopoldville-Elisabethville.

Je tiens à porter à votre connaissance que l'ONUC n'a pas, en principe, d'objection à ce que la piste de Kamina soit utilisée par Air Congo. Toutefois, avant qu'une décision définitive ne soit prise, il faudrait qu'un représentant d'Air Congo s'entretienne des détails d'un tel arrangement avec le Commandant de la Base. A cette fin, il est souhaitable qu'un agent de votre compagnie à Léopoldville se mette en rapport ici avec le Commandant W.F. Wiltshire, Chef des opérations de transports aériens de l'ONUC, pour fixer la date de cet entretien à Kamina.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général adjoint, l'assurance de ma considération très distinguée.

Max H. Dorsinville,
Chargé de la mission des
Nations Unies au Congo.

Monsieur A. Gillis,
Directeur général adjoint,
Compagnie Air Congo,
LEOPOLDVILLE.

C/Pol 113(7)

RG/vmd

23 July 1963

To: Mr. J. Postma, Base Administrator, Kamina
From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, Leopoldville
Subject: Letter of 4 July 1963 from Mr. Ilunga Kabungwe Anatole

1. Mr. Ilunga has forwarded to ~~me~~ a copy of his memorandum to you No. 770/63/1/1, dated 4 July 1963, containing certain charges against Swedish military personnel and two missionaries.
2. I would be grateful if you would let me have all pertinent information on this matter, together with copies of any correspondence you may consider helpful.

Original sent
to Mr. Postma
23/7

REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE DU NORD-KATANGA
DISTRICT DE L'EST-LOMANI
SICR PROVINCIAL DE KATANGA

Kins, le 4 juillet 1963

N° 163/1/1.-

Objet: Volonté de la

Population de

Kayamba contre O.N.U.

SUÉDOIS et Missionnaires

C.F.M. FOWLER ET HOMBERSLEY

Transmise pour information à:

- Président Provincial du Nord-Katanga
à Albertville.-

- Ministre de l'Intérieur à Albertville-

- Ministre de la Justice à Albertville-

- Représentant de l'O.N.U. à L'opold-
ville.-

A Monsieur l'Administrateur Civil

de l'O.N.U. J. POSTMA de et à

KATANGA DIST.

Monsieur l'Administrateur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir
que je suis saisi par la doléance de la population de Kayam-
ba et celle de l'autorité locale de Kibongo à l'égard de l'ac-
cès de l'O.N.U. Suédois et missionnaires FOWLER et
HOMBERSLEY à la chef-lieu de Kayamba en date du 30 mai et 31
mai 1963 à 10 h.15 à Kins, accompagnés de 6 camions, 3 au-
to-blindés et 2 avions.-

Je ne suis pas contre l'O.N.U. mais
vous Oubliez SUÉDOIS, mais bien contre l'agression de trou-
pe qui était à Kins en date du 31 mai 1963 et de ce qu'ils
ont mal fait contre la population, Gouvernement Congolais
et aussi bien Organisation de Nations Unies.-

Etant leur dirigeant, je vous demande
de bien vouloir me faire savoir qui a donné l'autorisation à
la troupe Suédoise d'accompagner les deux missionnaires pour
aller faire l'enquête des missionnaires morts pendant la
guerre 1960 sous l'autorisation du Gouvernement Central, Pro-
vincial et même de moi le Commissaire de District du Nord-Lo-
mani actuellement à Kibongo où la chef-lieu de Kayamba est.

1°- Comment l'Organisation de Nations Unies devient un
instrument de la mission C.F.M. à Kins ?

2°- Faites-moi savoir le nom de celui qui dirigeait cette
troupe et celui à qui on a remis les armes par la popula-
tion à cause de la peur des armes lourdes que l'O.N.U.
possède pour assier les hommes dans leurs villages ?

3°- Dites-moi qui va encore chercher les hommes qui sont
en troupe à cause de cette menace ?

4°- Pourquoi l'O.N.U. et missionnaires ont pillé et volé
les biens ainsi que de l'argent de la population par-
tir de Kins ?

...../.....

50- Vu que j'ai toujours confiance à vous et à l'O.N.U.,
je vous demande de bien vouloir se mettre au travail de
cette affaire.-

Voici en détail ce qu'ils ont fait à

Notes:

1.- Argent

25.000,- fr. C'est la maison du Chef KAMUNDE se trou-
vant dans sa ville (en son absence).-
200 -- fr. Dans la valise de KICHI / Duro.-
4.000,- fr. Dans la valise de NGUY J.-
5.000,- fr. Dans la valise de MUTUA D'Angola.-
1.000,- fr. Dans la maison de MUMBI Anna.-
2.000,- fr. chez LUMBO William.-
10.000,- fr. chez KESOMBO Ferdinand.-
7.000,- fr. chez KAMBI Bruno.-
1.500,- fr. plus porte-monnaie chez KETI Léopold
2.000,- fr. chez ILUNGA Benl
2.000,- fr. chez MUMBE Jonatta
3.500,- fr. " Suma NGUY

2.- Objets

1. trousseau du Chef KAMUNDE
2. six clés de Pontiac n°K.17573
3. six boîtes 10cm.
4. douze clés de la voiture Pontiac n° T. MUMBI P.
5. batterie 3.M.C.-

Je vous demande de bien vouloir rembourser
les biens de la population et dire aux missionnaires de ne plus
mettre leurs pieds à Tazenda jusqu'à la terminaison de cette
affaire.-

Je suis toujours en attente de votre réponse
pour calmer la population. Personne ne fera rien ni contre l'ONU
ni contre les missionnaires, mais nous voulons que cette affaire
soit jugée sainement.-

Je compte sur vous, comptez aussi sur moi
et faites-moi confiance.-

Veuillez agréer, Monsieur l'Administrateur,
l'assurance de ma considération très distinguée.-

LE COMMISSAIRE DU DISTRICT DE KANGA LOMAKI,

ILUNGA KAMUNDE ANATOLE.-

C / POL 113 (7)

RG/vmd

23 July 1963

To: Mr. J. Postma, Base Administrator, Kamina
From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, Leopoldville
Subject: Takeover of hydro-electric power plant in Kilubi

Further to KA-107, I enclose herewith, for your comments, the letter from Regideso requesting restoration of the operation of Kilubi power plant to that company.

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



C/POL 113(7)
UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

22nd July, 1963

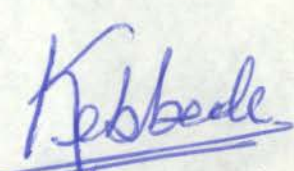
To : Officer in Charge

From : Force Commander

I agree in principle that we should permit Air Congo to use Kamina Base as terminal.

2. Before we commit ourselves to make firm recommendations to New York, it is necessary to know to what extent Air Congo would expect the UN to provide services and facilities and to what extent Air Congo themselves propose to arrange for such services and facilities at Kamina. I suggest that Air Congo be invited as a first step to send a representative to Kamina to discuss the requirements with the Air Base Commander who was informed of this possibility during his visit to Leopoldville last week.

3. When the requirements are known, we could make recommendations to New York accordingly.


(KEBBENE GUEBRE) Lt. Gen.
FORCE COMMANDER

102 342/2 C/ POL 113(7)

AIR CONGO



Léopoldville, le 19 juillet 1963

Siège Social: Avenue du Port - Léopoldville - R. C. 24023

Aéroport - tél.: 6031-6131-B.P. 10120 - télégr.: AIRCONGO-AIRTERMINUS - tél.: 4985 - B.P. 8552 - télégr.: AIRCONGORES

notre réf.:

votre réf.:

annexe:

[Signature]

Monsieur DORSINVILLE

**Représentant du Secrétaire Général
des Nations Unies à Léopoldville**

Excellence,

Par la présente, je sollicite de votre haute bienveillance l'autorisation pour nos appareils Douglas DC4 et DC6 de pouvoir atterrir régulièrement à l'aéroport de la Base de Kamina sur les liaisons LÉOPOLDVILLE - ELIZABETHVILLE.

En effet, le trafic tant passagers que frêt ayant considérablement augmenté ces derniers mois et l'aéroport de Kamina ville, que nous utilisons actuellement, ne pouvant accepter que des appareils Douglas DC3, nous nous trouvons, à notre grand regret dans l'impossibilité de répondre aux demandes de transport de marchandises vitales au redressement de l'économie nationale.

A toutes fins utiles, je vous signale qu'avant les événements de juillet 1960, nos appareils atterraient à l'aérodrome de

.../...

AIR CONGO



Siège Social: Avenue du Port - Léopoldville - R. C. 24023

Aéroport - tél.: 6031-6131-B.P. 10120 - télégr.: AIRCONGO • AIR TERMINUS - tél.: 4985 - B.P. 8552 - télégr.: AIRCONGORES

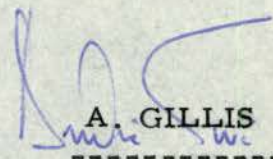
notre réf.:

votre réf.:

annexe:

... de Kamina Base à une fréquence de trois fois par
semaine.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance
de ma très haute considération.


A. GILLIS

Directeur Général Adjoint

Wong C/POL 113(7/)

Mil Info 650
HQ Sect Kam
19 July 1963

To O.I.C. HQ ONUC LEO

Subject Mtrl for Bukama Rd Br

1. With ref to our letter Mil Info 650 dated July 16.
2. It has been reported, that there are 35 transoms in Eville. No other Bailey mtrl is available there so therefore those transoms cannot be used in Eville. Can you please arrange that the 35 transoms in Eville will be sent to Bukama? Responsible for the mtrl is Mr PETIT, dept of public works in Katanga province, Eville.

For CO Sector Kamina



N. Falk
Lt Col
C Engineer Section

C/Pol 113 (7)

EW 120 (1)

Mil Info 650
HQ Sect Kam
16 July 1963

To O.I.C. HQ ONUC LEO

Subject: Mtrl for Bukama Rd. Br

1. With ref to your cable KA 103 of 26 June and our cable Unclan Mil Info 7418.
2. Undermentioned materiel will be needed for the second phase of the repair of the Bukama roadbridge.

Cement 32 tons


Bailey equipment:

| | |
|-------------------------|-----|
| Transoms | 38 |
| Transon clamps | 112 |
| Rakers | 80 |
| Bracing frames | 8 |
| Bracing bolts | 200 |
| Sway braces (with pins) | 40 |
| Stringers, button | 60 |
| " plain | 50 |
| Chesses | 720 |
| Ribonds | 115 |
| Ribond bolts | 460 |
| Bearings | 10 |
| End posts, male | 4 |

Instead of chesses, ribonds and ribond bolts can be used:

| | | |
|--------|---------------------|-----|
| Plank | 2"x8 3/4" x 11'11" | 720 |
| Timber | 6" x 6" x 9'11 1/2" | 115 |
| Bolt | 3/4" x 8 7/8" | 460 |

For CO Sector Kamina


H. Falk
Lt Col
C Engineer Section

Kaniama, le 3 Juillet 1963

C/Pol 113(7)

A Monsieur J. POSTMA
L'Administrateur de la Base
à
K A M I N A - B A S E.

TRANSMIS COPIE pour information à :

✓ - Monsieur R. GARDINER
Officier chargé ONUC- Léo
Secteur "C" KAMINA-BASE.

Monsieur l'Administrateur,

Faisant suite à votre lettre J.A/GD. du 10 mai 1963, j'ai l'honneur de vous faire savoir que votre lettre du 30 mars 1963 n'est m'a pas parvenue.

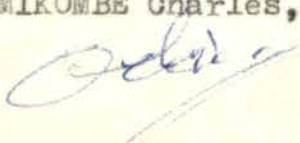
Me référant à la copie de votre lettre précitée que je viens de recevoir le 3 juillet 1963 ayant trait aux incidents qui ont eu lieu lors de la visite de Son Excelent Monsieur le Président ILUNGA Prosper. Mon attitude n'a pas été dangereusement compromise la paix dans cette partie du Congo.

Je n'ai pas pu m'entretenir avec Monsieur le Président ILUNGA Prosper pour les raisons suivantes : Coutumièrement en ma qualité d'un Grand Chef de la Chefferie de Mutombo Mukulu, et d'autre part Monsieur le Président Ilunga Prosper, est un originaire de Mutombo Mukulu, cet dernier voulait me serrer la main, 2°/il était vêtu le peau de léopard 3°/ il y avait un hamac pour le transporter !!!!. Ces trois points ne sont pas prévus par la coutume de Bena Kalundwe, d'ailleurs Monsieur le Président ou Monsieur MWAMBA Remy connaissent bien notre coutume.

Conformément à votre lettre précitée, et confiant en ma bonne compréhension, je vous promets Monsieur l'Administrateur que tels incidents ne se reproduiront pas à l'avenir et je m'efforcerai de veiller à ce que la paix et la fraternité regnent sans discrimination parmi mes frères Congolais et travaillons tous ensemble pour le développement et la prospérité de notre pays.

Veuillez agréer, Monsieur l'Administrateur, l'assurance de ma considération distinguée.-

LE GRAND CHEF MUTOMBO MUKULU,
-MIKOMBE Charles,-



WJ C/AOL 113(F)

copy in Dorsiville

27 June 1963

Dear Mr. Postma,

Pursuant to my letter of to-day, there are a few items, which I would like to list hereunder, deserving, in my opinion, special attention but dealing with matters less fundamental than the ones referred to in my first letter.

1. I believe that the transportation problem could be helped considerably, and the whole operation improved, if the Administration were closer to the technical functions of the Base than they are at present.

2. Please review the organization chart of the Technical Team which is not acceptable in its present form.

3. There is a need to look into and to improve the spare parts administration on the Base. I believe that spare parts are now located in too many places; in some cases the administration is non-existent and in others it could be improved.

4. I am looking into the question of the 7 Volkswagen engines which have not been returned to the Base over the past 12 months.

5. Please investigate the presence of the Volkswagen buses in the furniture depot and what is being done about these vehicles; particularly whether with the help of the 3 workshops on the Base some of these vehicles could be put on the road again.

6. The Diesel maintenance shop seems to have only a few Diesel engines to look after; would it not be possible to incorporate this shop in the one vehicle workshop I would like to see established rather than to maintain it as a separate unit.

7. Please have a look at the movie projectors in the theatre; from the look of things they have been taken apart and are being repaired. I would like to know what is being done about it and when it is considered that they will be back in proper shape.

../...

Mr. Postma
Base Administrator
KAMINA Base

8. I would like to have your report on the repair of the bakery oven, particularly whether this is just a technical failure, and if so what could be done about it.

9. I would like to see your recommendation on the reduction, maybe even elimination of the Swedish Technical Team.

I would like to take this opportunity to remind you that ALL PURCHASES MADE IN THE PX/COMMISSARY ARE TO BE PAID FOR IN COUPONS CHARGEABLE TO INDIVIDUALS' MSA ACCOUNTS. (See Administrative Circular No. 275 of 22 December 1962).

For your kind attention please.

Yours sincerely,

Ben T. Twigt
Chief Administrative Officer

Confidential

Wg C/POL 113(7)
copy in Darinville -

27 June 1963

Dear Mr. Postma,

On my return to Leopoldville, I would like to thank you again for the kind reception you have arranged for me, and also for the interesting programme you prepared for the purpose of my visit to Kamina Base.

I would like now to point out in this letter a few observations which I want to draw to your kind attention.

The overall observation I would like to make is that I want to see the position of the Administrator of the Base strengthened in the organizational structure of the Base; I want to see a more integrated grouping of the various functions under the Administrator than is the case at present. To illustrate my point, I draw your attention to the organization plan of the UN Technical Team, reference no. UNTT No.1. You will see from this organization scheme that there is a Commander and a staff; both functions should, in my opinion, be out. The Administrative Officer in the Technical Team is your representative and should be the man who is in charge of the Technical Team on the spot, on your behalf.

There should also be other changes in the organization scheme, from my point of view, because I think that in several cases the staffing is excessive; I refer to the transport platoon as a good example.

Another major issue I want you to think over is the grouping of the various functions which have to be attended to on the Base under the Administrator; I cannot help feeling that the organization set-up is too diversified; to explain what I have in mind: there is an automobile workshop in the Swedish contingent, one in the Technical Team and one in EME. I want to see an organization chart centered around the Administrator of the Base which represents one workshop.

I am fully aware that I am only mentioning one function so far; I could add to these functions, but I want to see them organized on a Base-wide basis, and not as part of a technical team, of a military set-up or of anything else. In other words I want an organization worked out, Base-wide, in which each function is represented only once, and this scheme should be accompanied by a list of available staff, both military and civilian.

.../...

Mr. J. Postma
Base Administrator
Kamina Base

Will you please be so kind and think this matter over, because I would like you to come to Leopoldville as soon as possible to work this out, together with my staff.

With best personal regards,

Yours sincerely,

Ben T. Twigt
Chief Administrative Officer



C/POL 113(F)

Léopoldville, le 21 juin 1963

Cher Monsieur Postma,

A mon retour à Léopoldville je tiens à vous envoyer mes félicitations pour la manière dont vous avez organisé le programme de visite durant mon séjour à Kamina, comme aussi mes remerciements les plus sincères pour l'amicale hospitalité que vous avez bien voulu m'accorder.

J'ai constaté avec satisfaction le bon travail que vous et vos collègues avez accompli dans des conditions souvent difficiles, et je vous en félicite. J'ai pris note de vos difficultés et je tiens à vous assurer que je m'attacherai à les alléger dans toute la mesure du possible.

Veuillez agréer, cher Monsieur Postma, l'expression de mes sentiments les plus cordiaux.

Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

Monsieur J. Postma
Représentant de l'ONUC
Kamina

ROUTING SLIP

TO

Vera

| | |
|----------------|--------------------------|
| APPROVAL | NOTE AND RETURN |
| SEE ME, PLEASE | YOUR COMMENTS |
| YOUR SIGNATURE | YOUR INFORMATION |
| NOTE AND FILE | FOR ACTION |

*file on
Viitola*

DATE

FROM



BOITE POSTALE 7448
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE ONUC. LEOPOLDVILLE

SECRET

1 April 1963

Col. Marys

To : Mr. B. Twigt, Chief Administrative Officer, Leopoldville
From : C. Blom, Base Administrator, Kitona Base
Subject : Stationing of ex-Katangese Officers at Kitona Base

AAA. SECRET LEOKIT 115 DATED 28 MARCH.

FIRSTLY. WE HAVE CHOSEN THREE QUARTERS NOS 11, 12 AND 13 SEE MAP AT EAST END OF BASE TOTAL HOUSES 60 ACCOMMODATING TOTAL OF 320 SINGLE OFFICERS. QUARTERS IN GOOD SHAPE, INSIDE TOILETS AND SHOWERS CONNECTED WITH DRAINAGE SYSTEM AVAILABLE, ALSO RUNNING WATER AND ELECTRICITY.

QUARTERS CAN BE PREPARED WITHIN FORTNIGHT. THEY ARE SEPARATED FROM LOCAL BASE POLICE AND WORKERS QUARTERS, AREA INCLUDES FULLY EQUIPPED KITCHEN WITH CAPACITY FOR 1000 MEMBERS, MESS HALL, CINEMA, CLASS ROOMS, LECTURE ROOM AND DISPENSARY. IT IS NOT CLEARLY UNDERSTOOD WHETHER QUOTE SEGREGATION UNQUOTE IS TO BE A PHYSICAL SEPARATION (BARBED WIRE FENCES AND/OR MILITARY POLICE GUARDING AREA) OR ONLY AN IMAGINARY ONE.

ACTUALLY WE ARE MUCH MORE CONCERNED WITH THEIR CONTACTS WITH POPULATION IN SURROUNDING VILLAGES. VILLAGES ARE NOT LARGE ENOUGH TO ABSORB 275 MEN LEAVING BASE ON FURLOUGH. IMAGINE WHAT WILL HAPPEN IF THEY VISIT SMALL VILLAGE IN SEARCH OF ENTERTAINMENT, E.G. DANCING IN BARS, GIRLS, IF THEY STOP AT MANGROVE HOTEL MOANDA, BEING BROUGHT IN BY AT LEAST FIVE ONUC TRUCKS. THEREFORE STRESSING NEED OF HAVING THEM CONFINED TO BARRACK AREA DURING TRAINING PERIOD. TO COMPENSATE LACK OF LIBERTY A BROAD WELFARE PROGRAM SHOULD BE SET UP LIKE NIGHTLY PICTURE SHOWS (WELFARE LEO TO PROVIDE ADDITIONAL 16 MM PROJECTOR AND FOUR MORE FILMS WEEKLY), SPORTS EVENTS (FACILITIES: FOOTBALL, BASKETBALL, VOLLEYBALL, TENNIS, GOLF, TABLE TENNIS, SWIMMING POOL).

Not for use

Not to provide for transport & food only if they cannot do so

Not for use

SECONDLY. FOLLOWING ANCILLARY SERVICES CAN BE PROVIDED: TRANSPORT (AFTER REPAIR OF FIVE MORE EX-BELGIAN BEDFORD TRUCKS, FUEL (BY INCREASING OUR MONTHLY REQUISITION WITH PETROCONGO BOMA), ALL KINDS OF MAINTENANCE AND REPAIR SERVICES, MEDICAL COVERAGE BY TREATMENT IN DISPENSARY AND BASE HOSPITAL (A QUALIFIED DOCTOR AND MEDICAL SERGEANT, INCREASED SUPPLY OF MEDICAMENTS AND HIRING OF ADDITIONAL LOCAL HOSPITAL ORDERLIES STRICTLY

ANC

REQUIRED), USE OF CHAPEL, BAKERY (FLOUR AND YEAST HAVE TO BE SUPPLIED),
TAYLOR SHOP, LAUNDRY (SOAP AND OTHER LAUNDRY INGREDIENTS TO BE SUPPLIED).
THIRDLY, CONTRACT WITH DEFENSE MINISTRY SHOULD INCLUDE ONLY AND
ULTIMATE AUTHORITY BASE ADMINISTRATOR (TYPE ORZAG IN DUTCH), SET-UP
SIMILAR TO SWEDISH ENGINEERING GROUP AT KITONA BASE SINCE ALL OPERATIONAL
RESPONSIBILITIES INCLUDING REPAIR, MAINTENANCE, POL, TRANSPORT, ENORMOUS
EX-BELGIAN INVENTORIES AND RELATIONS WITH LOCAL AUTHORITIES ARE MINE.
SWIMMING POOL CAN BE USED AS PER SCHEDULED HOURS. NO FREEDOM OF MOVEMENT
OF ANC ON BASE UNLESS ON DUTY. THIS ESSENTIAL FOR SAFEGUARDING OF BASE
AND INSTALLATIONS. MAINTENANCE STAFF TO BE PROVIDED BY ONUC ONLY DIRECTLY
UNDER MY CONTROL. IT MAY SEEM LESS EXPENSIVE TO HAVE ANC MAINTENANCE STAFF
HERE BUT FROM MY EXPERIENCE IT RESULTS THAT THIS WOULD LEAD TO DIFFICULTIES
AND LOSS OF EQUIPMENT. TIME LIMIT FOR TRAINING DEPENDING ON TRAINING
PROGRAM SEE PARA 55B. NON-ACCEPTANCE OF FAMILIES AND NO ACCESS OF WOMEN
TO QUARTERS TO AVOID IMMORAL ATMOSPHERE UNDER ONUC RESPONSIBILITY.
INCIDENTAL RESTRICTED VISITS OF FAMILY MEMBERS MIGHT BE CONSIDERED.
FOR PREPARATION OF THREE QUARTERS INCLUDING SOCIAL SERVICES NO ADDITIONAL
MANPOWER REQUIRED. HOWEVER SINCE BASE OPERATIONS EXPANDING AFFECTING
ALL SERVICES FOR CONTINUOUS MAINTENANCE AND REPAIR, ESTIMATE 50 ADDITIONAL
LABOUR ON 55 TO 65 CF DAILY RATE. LABOURERS LOCALLY AVAILABLE FOR EVERY
SERVICE. MONTHLY EXPENDITURE ESTIMATED AT 90,000 CF. ALSO NEED NIGERIAN
POLICE GROUP TO MAINTAIN ORDER AND DISCIPLINE, AN ONUC LIAISON OFFICER
WITH RANK OF MAJOR, ALSO ONUC ORDNANCE CONTROL GROUP IN CHARGE OF SUPPLY,
DISTRIBUTION AND CONTROL OF INVENTORY ITEMS TOGETHER WITH SECRETARIAL
STAFF, ALL TO BE PUT UNDER MY SUPERVISION. EYE ALSO ENVISAGE EVENTUAL
NECESSITY OF ICAO OFFICER FOR CONTROL TOWER (INCREASED FLIGHTS DUE FOOD
SUPPLIES) AND ONE MORE ADMINISTRATIVE ASSISTANT AND WITH REFERENCE TO MY
LETTER 135 OF 21 MARCH WHICH HAS REMAINED UNANSWERED SO FAR, THE IMMEDIATE
REALISING OF MY REQUEST FOR ADDITIONAL SWEDISH ENGINEERING PERSONNEL.
AFTER CONSULTATION WITH MAJOR MORENCY ORDNANCE WHO VISITED BASE SHORTLY
EQUIPMENT (LINEN, FURNITURE, COOKING EQUIPMENT, CROCKERY, CUTLERY AND
KITCHEN WARE) CAN BE PROVIDED BY BASE AND WHERE NECESSARY BY ORDNANCE
DEPOT. QUERY: WILL BELGIAN EMBASSY AGREE ON LENDING MATERIAL TO ANC
AND WHAT WILL BE ONUC AND MY RESPONSIBILITY IN CASE OF LOSS AND THEFT.

PLEASE NOTE THAT EYE HAVE SIGNED TOGETHER WITH MR KABONGO, SECRETARY OF MINISTRY OF DEFENSE, ALL EX-BELGIAN INVENTORIES. ALL FOOD TO BE BROUGHT IN BY ONUC OR ANC SINCE NOT AVAILABLE LOCALLY EXCEPT MANIOC. PARA

BBB. NEUR SECRET LETTER OF 28 MARCH WITH ATTACHED NOTES FROM FORCE COMMANDER TO MR GARDINER OF 26 MARCH AND LT COL GARNEAUS MEMO MIL INFO 315 OF 23 MARCH TO FORCE COMMANDER. SURPRISED TO READ THAT DECISION TO ALLOT ON INTERIM ARRANGEMENT, A PORTION OF KITONA BASE TO ANC FOR TRAINING PURPOSES HAS BEEN TAKEN BEFORE HAVING OBTAINED A PROPER LAY-OUT OF PLANNING FROM GOVERNMENT. HOWEVER EYE AM SURE THAT DECISION IS BASED ON FILLING SOME CONDITIONS BY ANC HQ. WITH REFERENCE TO POINTS TWO AND TEN OF LT COL GARNEAUS REPORT IT MAY BE CLEAR TO YOU THAT FOR ESTABLISHMENT OF OFFICERS INDOCTRINATION AND TRAINING COURSE FOR 275 MEN YOU NEED IN MY VIEW TEN HIGHLY QUALIFIED OFFICERS/INSTRUCTORS (ONE OFFICER FOR 30 CANDIDATES), A COMMAND GROUP, PLANNING AND OPERATIONS SECTION TO CONTROL AND WORK OUT STRICT DAILY PROGRAMS, TRAINING EQUIPMENT, ETC., ASIDES FROM HIGHLY EXPERIENCED PERSONNEL, ORDNANCE AND SUPPLY GROUP. IF THERE STILL IS MISUNDERSTANDING AT ANC HQ WITH REGARD TO ABOVE, WE ARE OBLIGED TO TELL THEM THAT THERE CANNOT BE QUESTION OF ENGAGING OURSELVES IN THIS AFFAIR BEFORE ANC HQ HAS PERTINENTLY MADE CLEAR IN WRITING WHAT THEY MEAN TO SAY WITH QUOTE INDOCTRINATION COURSE UNQUOTE, AND HOW THEY INTEND TO LEAD THE COURSE IN PRACTICE SINCE EYE DO NOT BELIEVE IN THEORY ONLY. EYE STRICTLY RECOMMEND NOT TO COMMIT YOURSELF IN ANY ADMINISTRATIVE RESPONSIBILITY BEFORE HAVING OBTAINED CONCRETE LAY-OUT WITHOUT WHICH EYE SINCERELY FEEL WE CAN ONLY EXPECT DISASTER.

N.B. I hope that the pertinent strong points of my report are not conveyed to the Central Government. -

Master trace of Kitona Base map is forwarded to Col. Garneau on Wednesday, 3 April via SF-7.

ROUTING SLIP

TO

M. Landon *Marcella*

| | | | |
|--|----------------|--|------------------|
| | APPROVAL | | NOTE AND RETURN |
| | SEE ME, PLEASE | | YOUR COMMENTS |
| | YOUR SIGNATURE | | YOUR INFORMATION |
| | NOTE AND FILE | | FOR ACTION |

Could you let me
have a copy of your
memo of 19/2/63 ple
Thanks.

Plse return attached
Sorry. A copy should have been
sent to you at the time.

DATE

28/2

FROM

Marcella

26 February 1963

To: Mr. J. Postma, Base Administrator, Kamina
From: A. Marx, Deputy Chief Administrative Officer
Subject: Ownership of Food Seized from Gendarmerie Stores

.....
X
With reference to your memorandum of 17 January 1963 concerning the above mentioned subject, I am sending you enclosed copies of all related correspondence exchanged on the subject matter, and also copy of my letter to Ets. Nazar, in accordance with the recommendation of Mr. Landau in his memorandum of 19 February 1963.

I would appreciate it if, conforming with paragraph 5 b) of Mr. Landau's memorandum of 19 February, you would also supply this office with a full inventory of the goods taken over and distributed, in order to facilitate adjustment and settlement if and when the Central Government claims payment (subject to the possibility mentioned in paragraph 3, in fine).

cc Mr. Landau
Mr. Marcella
Mr. Menon

Léopoldville, le 26 février 1963

Messieurs,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 12 janvier 1963, adressée à l'Administrateur de la Base de Kamina, ayant trait aux marchandises que vous auriez fournies aux autorités katangaises au cours de la deuxième quinzaine de décembre 1962.

Je dois à cet effet vous faire savoir que l'Organisation des Nations Unies au Congo ne saurait en aucun cas assumer la responsabilité découlant d'un arrangement d'ordre commercial intervenu entre des tiers.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

A. Marx
Chef adjoint des Services administratifs

Ets Masar
Boite postale 67
Elisabethville
Katanga

cc Mr. Postea
Mr. Menon